

n'est pas pour vous, mais pour cette petite fille qui est là !

Mme Bird, à ce moment, jetait à son mari un regard attendri :

— Bird, mon bon Bird, mon cher sénateur, cette pauvre petite, ses vêtements sont usés, elle a les pieds nus, elle grelotte sous ses haillons.

— Eh bien ?

— Eh bien, notre petite Sarah... notre pauvre Sarah...

— Je vous devine, madame Bird. Vous voulez donner les vêtements de notre enfant — des reliques ! — à cette petite négresse... Eh bien, que voulez-vous, madame Bird, Sarah les eût peut-être donnés si elle avait vécu. Donnez la petite robe, madame Bird, et les petits souliers ! Donnez-les ! Mais ce n'est pas moi, c'est notre Sarah qui les donne.

Et M. le sénateur Bird, qui venait de voter une loi contre les nègres, décrochait son fusil et partait en guerre contre les négriers.

— Venez, mon enfant, venez ma petite. Et ne craignez rien. Ma carabine a deux coups, j'ai des cartouches et je tire bien !

J. C.

Il y a dans les hautes montagnes des maisons de refuge situées de distance en distance pour abriter les voyageurs pendant les tempêtes de neige ; peupler son cœur de goûts purs et élevés, c'est se bâtir à soi-même des maisons de refuge.

... dit-il ... E. LEGOUVÉ.

LA MUTUALITE EN ALLEMAGNE

La mutualité allemande est tout entière entre les mains de l'Etat. Des deux tendances, dont l'une s'efforce d'enfermer les mutualités dans des règles légales uniformes et de les rapprocher des assurances, et dont l'autre tâche, au contraire, de maintenir aux mutualités leur liberté, leur souplesse et leur caractère fraternel, l'Allemagne a exclusivement adopté la première. Il y a, pour ce fait, une explication de principe qui est le régime autocratique sous lequel est placée l'Allemagne. L'empereur et son chancelier doivent veiller à ne laisser grandir aucune organisation susceptible de devenir un foyer de liberté ; toute œuvre de progrès doit être placée sous la coupe du pouvoir central, seul juge des développements ou des restrictions que cette œuvre comporte. L'Allemagne, sous l'influence de cet état de choses, s'est trouvée être la terre promise des socialistes de la chaire, de ces théoriciens mi-socialistes, mi-bourgeois, qui voudraient faire de l'Etat-Providence, considéré comme souverain distributeur de la justice sociale, la panacée universelle. De fait la politique de Bismarck, aussi bien que celle de M. de Bülow, n'a rien négligé pour inféoder à l'Etat les réformes exigées par la transformation des conditions sociales. Elle a mis, sur ce qui aurait dû être l'œuvre libre d'un peuple libre, l'empreinte brutale du despotisme.